



**Conférence  
des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr.  
LIMITÉE

TD/B/52/L.3  
13 octobre 2005

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT  
Cinquante-deuxième session  
Genève, 3-14 octobre 2005

**MESSAGE ADRESSÉ PAR LE CONSEIL DU COMMERCE ET  
DU DÉVELOPPEMENT AUX GOUVERNEMENTS PARTICIPANT  
AU CYCLE DE NÉGOCIATIONS COMMERCIALES  
MULTILATÉRALES DE DOHA**

1. À sa cinquante-deuxième session, tenue à Genève du 3 au 14 octobre 2005, le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED a passé en revue, avec la participation du Directeur général de l'OMC, les faits nouveaux et les questions se rapportant au programme de travail de l'après-Doha qui revêtaient un intérêt particulier pour les pays en développement.
2. Compte tenu de la prochaine (sixième) Conférence ministérielle de l'OMC prévue à Hong Kong (en décembre 2005), les membres du Conseil ont souligné qu'une conclusion rapide et positive du Cycle de Doha devrait être considérée comme un instrument international crucial pour le développement et un élément moteur d'une croissance économique soutenue. Un tel résultat est essentiel pour soutenir et renforcer les perspectives de commerce et de développement des pays en développement et devrait être considéré comme un outil important pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. À cet égard, le Cycle de Doha peut être une contribution majeure au bien-être global et, selon les estimations de la CNUCED, il pourrait apporter jusqu'à 310 milliards de dollars par an en gains de bien-être, dont la moitié environ pour les pays en développement. Un ensemble valable de mesures d'aide pour le commerce jouerait également un rôle important dans la concrétisation du potentiel de développement du Cycle de Doha.

3. La préoccupation fondamentale devrait donc être d'optimiser la valeur et les gains pour le développement de chaque secteur faisant l'objet de négociations, et du Cycle de Doha dans son ensemble. Dans le même temps, les besoins et les préoccupations des PMA et d'autres pays en développement vulnérables doivent retenir une attention particulière si l'on veut que ces pays tirent pleinement profit des négociations.

4. Les membres du Conseil ont souligné qu'un résultat positif de la Conférence ministérielle de Hong Kong était indispensable pour que les négociations puissent être menées à leur terme d'ici fin 2006. Ils ont reconnu la nécessité urgente pour tous les gouvernements participant au Cycle de Doha, et en particulier pour les grandes nations commerçantes, d'exercer pleinement leurs responsabilités et leur capacité d'initiative, et ils leur ont instamment demandé d'accorder la plus haute priorité politique aux moyens de mener ces négociations à une conclusion rapide et fructueuse.

-----